



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **Violences : la parole libérée mais des moyens contraints !**

27 novembre 2019

Une grande marche pour dire 'Stop aux violences' a réuni plus de 2.000 personnes à Grenoble ce samedi 23 novembre 2019, à l'appel de 25 collectifs/associations/partis politiques et syndicats.

Nous ne le répèterons jamais assez : les histoires de violences conjugales ne sont pas des histoires d'ordre privé, individuelle, émanant de monstres ou d'individus atteints de troubles psychiatriques avérés. Les violences et les violences conjugales en particulier, émanent d'un système sociétal qui valide, légitime voire glorifie parfois même les auteurs de violence notamment dans le milieu des arts.

C'est la raison pour laquelle le Planning Familial de l'Isère, association féministe et d'éducation populaire, acteur de terrain tant sur le plan de l'accès aux droits que sur le plan de la prévention des violences et de l'accompagnement des victimes, œuvre depuis 40 ans au changement des mentalités, à la déconstruction d'un système sociétal patriarcal, sexiste, discriminant, oppressif ; système qui fait le lit des violences sexuelles, des violences conjugales !

Notre action au quotidien est désormais mise en danger du fait de la baisse de subventions annoncées par l'Etat à l'été 2019 : coupe de moins 60% sur 10 ans des subventions étatiques du Planning Familial de l'Isère. Comment peut-on légitimement soutenir une telle stratégie au vue des besoins identifiés à travers le Grenelle sur les violences de cet automne ?

Concrètement :

1/ **ce seront d'autant moins de victimes de violence accompagnées par nos conseillères conjugales, nos médecins et sages-femmes...** alors même qu'en 2018, 630 femmes ont franchi les portes de nos centres pour nous parler de situations de violences, dont 307 sont venues parler plus particulièrement des violences conjugales. Sans compter que des situations de violences sont parfois évoquées au cours d'un entretien dont les violences n'étaient pas forcément l'objet premier.

Au total, nous estimons qu'à minima, c'est plus de 1000 heures d'entretien de conseillères qui ont pu être consacrées à des situations de violence en 2018 !

2/ ces baisses de moyens mettent également en péril le travail de **mise en réseau indispensable des associations et institutions du monde judiciaire, éducatif, social** qui œuvrent chaque jour sur l'ensemble du territoire pour lutter contre les violences conjugales et les violences sexuelles. Comment poursuivre ce travail indispensable d'échange, d'étude de

cas, de co-formation, comment tisser des relations de confiance entre tout.e.s les acteurs/trices avec de moins en moins de moyens ?

3/ et enfin, **ce seront d'autant moins d'élèves rencontrés, de la primaire au lycée** (mais également des jeunes déscolarisés) au cours de séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (*séance obligatoire inscrite dans la loi depuis 2001*). Or c'est bien à la racine qu'il faut lutter pour enrayer les violences faites aux femmes et aux minorisé.es de genre, c'est contre les préjugés et les stéréotypes de genre qu'il faut lutter dès le plus jeune âge. Concrètement nos équipes échangent chaque année, sur la thématique des violences (sous toutes ses formes) avec 13.000 élèves du secondaire. Comment poursuivre ce travail existant et le développer auprès d'établissements demandeurs avec des moyens aussi limités ?

4/ comment continuer à **proposer des formations en direction des professionnel.les des secteurs socio-éducatif** avec un budget chaque année un peu plus rogné ?

Contrairement à ce qui est annoncé, c'est bien autant de moyens financiers que de volonté politique dont nous avons besoin, afin de prévenir et d'accompagner toutes les personnes victimes de violences.

### **Contacts Presse**

04 76 87 89 24

M. Wendenbaum

secretariat@leplanningfamilial38.org

P. Coiffard

p.coiffard@leplanningfamilial38.org